



Rapport du deuxième trimestre 2026 (avril-juin)



Du plaidoyer à la responsabilisation — Créer une dynamique en faveur d'un changement politique:

Fort de la dynamique créée début 2026, CJPMO a entamé le deuxième trimestre en s'attachant à traduire le soutien public durable en actions politiques concrètes. Grâce à des recherches stratégiques, à un plaidoyer parlementaire, à une mobilisation de terrain et à un engagement auprès des médias, CJPMO a fait avancer le débat national sur les sanctions, l'expansion des colonies, les relations commerciales du Canada avec Israël et l'ingérence étrangère, tout en continuant à demander des comptes aux décideurs canadiens pour leur complicité dans les violations du droit international commises par Israël.

Tout au long du trimestre, CJPMO a combiné des recherches politiques originales à des campagnes de plaidoyer coordonnées qui ont touché des dizaines de milliers de Canadiens et ont directement mobilisé des parlementaires et des responsables gouvernementaux. Qu'il s'agisse d'**obtenir l'opposition du Canada au projet d'extension de la colonie E1 par Israël** ou de publier **une étude historique sur l'influence étrangère israélienne au Canada**, CJPMO a continué à renforcer son rôle en tant que l'une des principales voix canadiennes en faveur des droits humains des Palestiniens. Alors que d'importantes réformes politiques sont toujours en cours, ce trimestre a démontré une dynamique politique croissante en faveur du plaidoyer de CJPMO et a consolidé davantage la position de l'organisation en tant que force influente façonnant le débat public canadien et la politique gouvernementale.

Plaidoyer politique et engagement politique:

Ce trimestre, CJPMO a considérablement élargi son engagement direct auprès des responsables gouvernementaux, des parlementaires et des institutions publiques, tout en produisant des études influentes visant à renforcer les appels à la responsabilisation du Canada. Grâce à son plaidoyer parlementaire, à ses rapports politiques, à ses études d'opinion publique et à son engagement soutenu auprès des décideurs, CJPMO a fait avancer des discussions cruciales sur les sanctions, l'extension des colonies, la politique commerciale et l'ingérence étrangère.

Parmi les faits marquants, citons:

- **Un rapport historique sur l'influence étrangère israélienne:** [CJPMO a publié « Influence étrangère, intervention et répression transnationale israéliennes au Canada »](#), qui documente des opérations d'influence secrètes, des ingérences politiques, des campagnes de désinformation et une répression transnationale visant les Canadiens. Ce rapport a dénoncé le double jeu du Canada en



matière d'ingérence étrangère et a exhorté le gouvernement à enquêter sur les activités d'influence israéliennes et à y répondre en utilisant les mêmes outils que ceux appliqués aux autres États étrangers.

- **Sondage national d'opinion sur le commerce avec Israël:** [CJPMO a publié un sondage réalisé par Nanos Research](#) démontrant un soutien significatif de l'opinion publique en faveur d'une réforme des relations commerciales du Canada avec Israël:
 - 54 % des Canadiens se sont prononcés en faveur soit de l'abrogation de l'Accord de libre-échange Canada-Israël (CIFTA), soit de sa réforme visant à exclure les produits fabriqués dans les colonies israéliennes illégales.
 - Seuls 26 % se sont prononcés en faveur du maintien de l'Accord CIFTA sous sa forme actuelle.
 - 41 % estiment que le Canada devrait prendre davantage de mesures pour sanctionner les colonies israéliennes.
 - 86 % des personnes interrogées estimaient que les droits de l'homme devaient jouer un rôle important dans les relations commerciales du Canada.
- **Victoire majeure dans le cadre de la campagne contre le projet de colonie E1:** après des mois de mobilisation soutenue [de la part de CJPMO et de ses partenaires](#), le Canada s'est joint au Royaume-Uni, à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande pour s'opposer au projet d'extension de la colonie E1 proposé par Israël en Cisjordanie occupée. [La déclaration a réaffirmé](#) que ce projet violait le droit international et a averti les entreprises qu'elles s'exposaient à des « conséquences juridiques et en termes de réputation » si elles participaient à la construction de colonies, évoquant pour la première fois la possibilité de sanctions.
- **Plaidoyer parlementaire sur les colonies et le commerce:** CJPMO a participé à la 10e édition annuelle de la « Journée de la Palestine sur la Colline » organisée par l'Association des Canadiens d'origine arabe palestinienne (APAC) et a coorganisé une journée de lobbying sur la Colline du Parlement avec l'APAC, rencontrant **16 députés issus de quatre partis politiques** pour plaider en faveur de sanctions contre Israël et de l'annulation de l'Accord de libre-échange Canada-Israël (CIFTA).

Campagnes et mobilisation nationale:

Au cours de ce trimestre, CJPMO a transformé l'inquiétude croissante du public en une action nationale coordonnée, mobilisant des milliers de Canadiens pour faire pression sur les décideurs au sujet des sanctions, de l'expansion des colonies et de la complicité du Canada dans les violations du droit international par Israël.

Parmi les faits marquants, citons:

- **Campagne pour les sanctions:** grâce à ses partenariats au sein de la Coalition mondiale pour les sanctions, CJPMO a mené les efforts visant à mettre un terme à la colonie E1 au Canada. Notre travail a été soutenu par une lettre sans précédent signée par près de **200 anciens diplomates de haut rang** appelant le Premier ministre Mark Carney à imposer des sanctions fermes à Israël, notamment concernant E1. Pour tirer parti de cet élan, [CJPMO a mobilisé ses sympathisants](#) afin d'exiger des sanctions contre les responsables israéliens, les organisations de colons et les entités impliquées dans l'expansion des colonies.
- **Campagne à Montréal pour mettre fin aux liens institutionnels avec Israël:** [CJPMO a mobilisé ses sympathisants](#) avant le vote du conseil municipal de Montréal sur une motion demandant à la ville de suspendre ses liens institutionnels avec Israël jusqu'à ce que ce dernier se conforme au droit international et mette fin aux violations des droits des Palestiniens.
- **Campagne de sanctions contre l'Organisation sioniste mondiale:** après que des reportages de la CBC ont révélé que le Canada avait envisagé de sanctionner l'Organisation sioniste mondiale (OSM) mais l'avait retirée de la liste finale des sanctions, [CJPMO a relancé sa campagne de plaidoyer](#) pour exhorter le gouvernement à sanctionner l'OSM en raison de son rôle central dans le financement et la facilitation des colonies israéliennes illégales.



- **Défendre la reconnaissance historique de la cause palestinienne:** [CJP MO a mobilisé des milliers de Canadiens](#) pour défendre l'exposition du Musée canadien des droits de la personne intitulée « *Palestine Uprooted: Nakba Past and Present* » (*Palestine déracinée : la Nakba, hier et aujourd'hui*) face aux pressions politiques visant à faire taire les récits palestiniens. Environ **13 000 Canadiens** ont participé à la campagne de CJP MO exhortant le ministre Marc Miller à protéger l'indépendance du musée et à rejeter toute tentative d'ingérence dans l'exposition. Les dirigeants de CJP MO ont également pris part à l'inauguration officielle de l'exposition à Winnipeg.

Points forts des communiqués de presse:

Le CJP MO a publié ce trimestre une série de communiqués de presse à fort retentissement abordant l'escalade militaire israélienne, la complicité canadienne, l'ingérence étrangère et les efforts visant à garantir la reconnaissance de l'histoire et des droits humains des Palestiniens au sein des institutions canadiennes.

Parmi les points forts, citons :

- **Frappes aériennes au Liban et appel à des sanctions:** À la suite d'une vague dévastatrice de frappes aériennes israéliennes à travers le Liban, qui a fait au moins 182 morts et plus de 890 blessés, [CJP MO a appelé le gouvernement canadien](#) à imposer des sanctions à Israël et à condamner les attaques visant des civils. CJP MO a critiqué l'inaction du Canada face à cette escalade et a exhorté le Premier ministre Mark Carney à soutenir la voie diplomatique, à faire respecter le droit international humanitaire et à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'agression israélienne au Liban.
- **Acquisition par le Canada d'un drone d'Elbit Systems:** [CJP MO a réitéré son opposition](#) à l'acquisition par le Canada d'un drone de surveillance auprès de l'entreprise d'armement israélienne Elbit Systems, avertissant que cette technologie est liée à une entreprise profondément impliquée dans les opérations militaires israéliennes à Gaza. CJP MO a appelé le Canada à mettre fin à ses relations avec Elbit Systems, à exclure toute utilisation militaire future de ce drone et à interdire les achats auprès d'entreprises d'armement israéliennes liées à des violations du droit international.

Projet de responsabilité des médias (MAP):

Au cours de ce trimestre, le Projet de responsabilité des médias (MAP) de CJP MO a continué à contester la couverture médiatique partielle et inexacte, à obtenir des rectificatifs de la part des principaux médias et à promouvoir une analyse fondée sur des données factuelles de la manière dont les récits palestiniens sont représentés dans les médias canadiens. Par le biais de plaintes directes, de démarches institutionnelles et de sensibilisation du public, le MAP a renforcé son rôle de force motrice en matière de responsabilité des médias et de normes journalistiques.

Principales victoires médiatiques et faits marquants en matière de plaidoyer:

- Rectificatif de la CBC concernant le témoignage sur l'hôpital Nasser: après que CBC Manitoba eut diffusé un rectificatif rejetant le témoignage de Dorotea Gucciardo, une professionnelle de santé, au sujet des fosses communes à l'hôpital Nasser de Gaza, CJP MO a déposé une plainte arguant que ce rectificatif s'appuyait trop fortement sur les démentis de l'armée israélienne et n'avait pas sollicité sa réponse. Suite à l'intervention de CJP MO, [la CBC a reconnu](#) que le rectificatif était trop catégorique et a publié une clarification, soulignant les inquiétudes concernant l'influence du lobby pro-israélien sur les médias canadiens.
- Mémoire parlementaire sur les préjugés médiatiques: Le CJP MO a soumis un [mémoire détaillé dans le cadre de l'étude](#) sur le journalisme menée par la commission du Patrimoine de la Chambre des communes, documentant les préjugés systémiques dans la couverture médiatique canadienne de la Palestine. Ce mémoire a mis en évidence l'amalgame entre victimes civiles et militantes, un cadrage trompeur « des deux côtés », un langage qui occulte la responsabilité de la violence à l'encontre des Palestiniens, ainsi qu'un



manque de transparence concernant les voyages en Israël organisés par l'État pour les journalistes canadiens.

- Rectification de la CBC concernant la couverture de la Journée de Jérusalem: À la suite d'une plainte du CJPMO, [CBC News a diffusé à l'antenne une rectification](#) concernant sa description de la Journée de Jérusalem comme marquant la « réunification d'Israël » après la guerre de 1967. Le CJPMO a contesté cette terminologie car Jérusalem-Est, y compris la vieille ville, reste un territoire palestinien occupé au regard du droit international. Le 2 juin, la CBC a reconnu que sa formulation était inexacte et a précisé que la plupart des membres de la communauté internationale, y compris le Canada, considèrent Jérusalem-Est comme un territoire occupé.
- Article de la Presse canadienne révisé suite à l'intervention du CJPMO: [Le CJPMO a contesté un article de la Presse canadienne](#) qui s'appuyait sur des statistiques controversées relatives à l'antisémitisme produites par B'nai Brith Canada et décrivait l'organisation sans fournir suffisamment de contexte concernant son rôle de défense d'une cause politique. À la suite de la plainte du CJPMO, l'article a été mis à jour afin de remplacer les chiffres de B'nai Brith par ceux de Statistique Canada. Le CJPMO a également fait part de ses préoccupations quant au fait que l'article omettait de mentionner l'ampleur des pertes palestiniennes lors de l'évocation de la condamnation internationale des actions d'Israël à Gaza. Une version ultérieure de l'article a été révisée pour inclure une référence au nombre de victimes.
- L'examen de l'ombudsman de la CBC soutient la plainte du CJPMO: un examen de l'ombudsman de la CBC intitulé « Passport to ambiguity » (Passeport pour l'ambiguïté) a soutenu les préoccupations du CJPMO concernant la présentation inexacte d'un article de la CBC sur la mention du lieu de naissance des Palestiniens dans les passeports canadiens. [L'ombudsman a reconnu](#) que le sous-titre de l'article manquait de contexte essentiel, car il n'expliquait pas que les Palestiniens nés après 1948 sont soumis à des exigences différentes lorsqu'ils indiquent leur lieu de naissance « ». L'examen a également reconnu que le racisme anti-palestinien au sein des institutions canadiennes constituait un sujet important à traiter dans de futurs reportages.
- Remise en cause d'une couverture médiatique acritique des allégations relatives au 7 octobre: [MAP a publié un essai](#) examinant la couverture médiatique canadienne du rapport **Silenced No More: Sexual Terror Unveiled: The Untold Atrocities of October 7 and Against Hostages in Captivity** (*Plus jamais réduits au silence : la terreur sexuelle dévoilée : les atrocités méconnues du 7 octobre et contre les otages en captivité*), rédigé par la Commission civile sur les crimes commis par le Hamas contre les femmes et les enfants le 7 octobre. Le CJPMO a fait part de ses préoccupations concernant l'absence d'examen critique de la méthodologie, des preuves et de la paternité du rapport, faisant valoir que les journalistes ont la responsabilité d'examiner rigoureusement les allégations plutôt que de reproduire des récits sans vérification suffisante. L'analyse de MAP a appelé à un journalisme impartial appliquant des normes cohérentes à toutes les allégations de violations des droits de l'homme.

La contribution du CJPMO a également formulé des recommandations visant à renforcer la responsabilité des médias, à protéger l'indépendance journalistique et à lutter contre les discours préjudiciables qui contribuent au racisme anti-palestinien.

- Contribution adressée aux Nations unies sur la partialité des médias : En réponse à un appel à contributions lancé par la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Francesca Albanese, [le CJPMO a soumis une note de recherche](#) examinant le rôle des récits médiatiques dans la formation des perceptions des politiques d'Israël à l'égard des Palestiniens. Cette contribution analysait notamment les tendances suivantes:
 - La discréditation et la mise en danger des journalistes palestiniens.
 - La déshumanisation des Palestiniens dans la couverture médiatique.
 - La minimisation ou l'occultation des crimes commis contre les Palestiniens.



- Le rôle des pratiques éditoriales dans le renforcement des préjugés anti-palestiniens.
- L'ingérence étrangère et les campagnes d'influence affectant les médias canadiens.

Mobilisation numérique et sensibilisation du public:

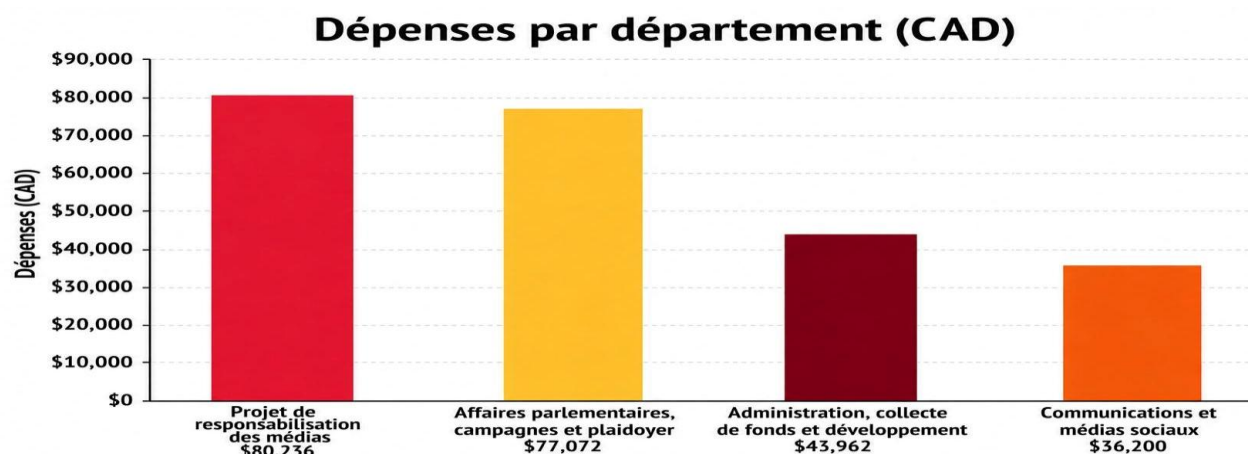
Au cours de ce trimestre, CJPMO a utilisé ses plateformes numériques pour réagir rapidement aux développements politiques émergents, lutter contre la désinformation, faire entendre la voix des Palestiniens et proposer une sensibilisation accessible du public sur les questions touchant aux droits humains des Palestiniens et à la politique étrangère canadienne.

Parmi les faits marquants, on peut citer:

- Lutter contre l'islamophobie et les discours anti-palestiniens au Québec : CJPMO [a condamné les récentes déclarations](#) de Paul St-Pierre Plamondon, chef du Parti québécois, lors d'un événement organisé par le groupe de pression pro-Israélien CIJA, au cours duquel il a avancé des allégations infondées concernant l'influence des « Frères musulmans » au Québec, en réponse à des questions sur la réduction de l'immigration musulmane. Le CJPMO a souligné que ce discours contribue à l'islamophobie, stigmatise les communautés musulmanes et vise de plus en plus le militantisme de solidarité avec la cause palestinienne, en présentant les manifestations de soutien aux droits des Palestiniens comme des menaces pour les valeurs québécoises.
- Mettre en avant les récits palestiniens au Parlement: CJPMO a mis en avant [une intervention percutante](#) du député libéral Fares Al Soud lors d'une réunion de la commission du Patrimoine le 28 avril 2026, au cours de laquelle il a contesté les tentatives visant à effacer les expériences palestiniennes de la couverture médiatique canadienne. Répondant aux témoignages d'organisations sionistes de droite prônant des restrictions sur les récits palestiniens, Al Soud a souligné l'importance de veiller à ce que les réalités de Gaza et les souffrances des Palestiniens soient représentées dans les institutions publiques telles que la CBC.
- Campagne de sensibilisation sur les attaques contre les infrastructures civiles: CJPMO a publié sur Instagram un [carrousel éducatif documentant le](#) recours récurrent à des campagnes militaires ciblant des hôpitaux et des écoles, en établissant des liens entre des exemples tirés du Vietnam, de l'Afghanistan, de Gaza, du Liban et de l'Iran. Cette ressource a permis de replacer les événements actuels dans le contexte plus large des attaques contre les infrastructures civiles et a souligné l'importance de protéger la vie des civils en vertu du droit international.

Résumé des dépenses des départements au deuxième trimestre

Le graphique ci-dessous illustre la répartition des dépenses de l'organisation entre les quatre principaux départements au cours du deuxième trimestre. Il offre un aperçu clair des priorités en matière de dépenses et de la répartition des ressources au cours de la période considérée.





Comment continuer à soutenir CJP MO:

Votre soutien permet à CJP MO de poursuivre son action en faveur de la justice et des droits de l'homme, de faire entendre la voix des Palestiniens et de transformer l'engagement citoyen en un changement politique concret.

- **Don ponctuel:** nous comptons énormément sur les donateurs individuels. [Faites un don ici](#).
- **Don mensuel:** votre don mensuel garantit la continuité et l'efficacité de notre travail, et nous permet d'être prêts à intervenir lorsque cela compte le plus. [Inscrivez-vous ici](#).
- **Virement bancaire:** contactez notre directrice principale du développement à l'adresse maryann.matta@cjpme.org pour plus de détails.

Coordonnées et comptes sur les réseaux sociaux:

- **Nous contacter:**
E-mail: Questions générales: info@cjpme.org | Dons: maryann.matta@cjpme.org
Téléphone: (438) 380-5410
Site web: www.cjpme.org
- **Restez connectés:** [Facebook](#) | [Twitter/X](#) | [Instagram](#)